

Edition du 15 mai 2020

Réalisée à l'aide des contributions des Services Économiques

**L'essentiel****► Turquie : en mars, détérioration de la balance courante et sorties nettes des capitaux**

**Le déficit courant se détériore à 4,9 Mds USD au mois de mars** (contre un déficit de 120 millions USD en mars 2019). Cette hausse du déficit courant s'explique principalement par le creusement important du déficit commercial (en mars les exportations ont diminué de 17,8% et les importations ont progressé de 3,1% en g.a.) et la chute des recettes des services, notamment du tourisme. Le déficit courant s'élève ainsi à 7,6 Mds USD au 1<sup>er</sup> trimestre de cette année, contre un déficit de 416 millions USD à la même période de 2019. En ce qui concerne le compte financier de la balance des paiements, les investissements de portefeuille ont enregistré au 1<sup>er</sup> trimestre une sortie nette historique de 6,3 Mds USD, dont 5,5 Mds USD en mars. Les investissements directs sont restés stables en variation annuelle, avec une entrée nette de 2 Mds USD. Sur les 12 derniers mois, le compte financier a enregistré une sortie nette de 8,3 Mds USD.

**► Ukraine : une étape législative décisive franchie en vue d'un accord avec le FMI**

**Le Parlement ukrainien a adopté un projet de loi bancaire qui limite le contrôle par les tribunaux des décisions de la Banque centrale relatives aux résolutions, liquidation ou nationalisation d'établissements bancaires en difficulté.** Les anciens actionnaires des banques en question, perdant leurs participations, pourront néanmoins obtenir, sous certaines conditions, une compensation. L'adoption de cette loi était une condition préalable à l'engagement de l'Ukraine dans un programme FMI.

**► Brésil : révision des prévisions de croissance à la baisse pour 2020 par le ministère de l'Économie**

**Le gouvernement a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'année 2020 à -4,7 % (contre 0 % en mars) sous l'hypothèse d'une fin de confinement le 31 mai.** Selon le sous-secrétaire à la politique macroéconomique, chaque semaine supplémentaire de confinement aurait un impact sur la croissance d'environ 0,3 % de PIB. L'impact budgétaire des mesures de soutien devraient s'élever à 5 % du PIB en 2020. Le Gouvernement assure qu'il reprendra son agenda de réformes structurelles une fois la crise terminée, dont les efforts d'assainissement budgétaire.

**► Péninsule arabique : nouvelles annonces de réduction de la production pétrolière aux Emirats et en Arabie saoudite**

**Le ministre de l'Énergie saoudien, le prince Abdulaziz bin Salman, a annoncé que son pays allait réduire, à partir du mois de juin, d'un million de barils par jour (mb/j) supplémentaire sa production de pétrole brut par rapport à l'accord OPEP+ du 12 avril.** Ainsi, la réduction totale de production du pays sera de 4,8 mb/j par rapport au mois d'avril, pour une production totale de 7,492 mb/j. Le ministre a aussi demandé à Saudi Aramco de réduire sa production de mai. En parallèle, les **Emirats arabes Unis ont annoncé une réduction de la production de pétrole de 100 000 barils par jour de plus que le plafond fixé dans le cadre de la dernière réunion OPEP+ d'avril à partir du mois de juin.**

**► Mexique : destruction massive d'emplois depuis le début de la crise du covid-19, hausse du nombre de travailleurs pauvres et augmentation de la pauvreté extrême prévue pour 2020**

**Selon l'Institut national de sécurité sociale, plus de 753 000 emplois formels ont été perdus depuis la mi-mars.** Les jeunes sont particulièrement touchés : sur les 555 000 emplois perdus au cours du mois d'avril, 51 % étaient tenus par des personnes âgées de moins de 30 ans. Au niveau sectoriel, 36 % des destructions d'emplois sont concentrées dans le secteur de la construction, 31 % dans les services et 18 % dans l'industrie et la transformation. Selon le Conseil national pour l'évaluation de la politique de développement social (Coneval), le Mexique pourrait compter jusqu'à 10,7 millions de travailleurs pauvres supplémentaires à la fin du deuxième trimestre, c'est-à-dire de travailleurs qui ne peuvent pas acheter le panier de biens de base avec les revenus de leur travail. Par ailleurs, le pays pourrait connaître une augmentation annuelle de 4,8 pp à 15,9 % en 2020 de la pauvreté extrême (définie comme les personnes vivant avec moins de \$1,9 en parité de pouvoir d'achat par jour), soit la plus forte hausse en Amérique latine et Caraïbes aux côtés du Nicaragua (+3,3 pp à 21,3 %) et de l'Équateur (+3,1 pp à 10,7 %).

Les conditions de financement des pays émergents se sont améliorées sur le plan des émissions souveraines, dans le contexte de l'amélioration de la situation sanitaire dans les pays développés annonçant une reprise graduelle de l'activité. Les bourses évoluent en ordre dispersé au gré de la sortie des indicateurs conjoncturels, tandis que les devises évoluent dans l'ensemble à la hausse grâce aux mesures de soutien à l'économie mises en place.

**L'indice boursier MSCI composite de Morgan Stanley (en dollars) reste stable cette semaine (0%), mais masque des situations contrastées.** En Europe, l'indice **turc** repart à la hausse, après la levée des sanctions temporaires à l'encontre de certaines banques étrangères (+3 % cf. infra) tandis que la bourse **russe** poursuit sa contraction (-3 %) avec la dégradation de la situation sanitaire avec plus de 252 000 cas de covid-19 recensés cette semaine (contre 172 000 cas la semaine précédente). Au **Mexique**, l'aggravation de la situation sanitaire (+45 % de personnes infectées cette semaine), ainsi que des indicateurs conjoncturels orientés à la baisse (baisse de la production industrielle et destruction d'emplois cf. supra) ont aussi pénalisé la bourse (-2 %). En **Chine**, l'indice a gagné 2 % grâce à la reprise de l'activité. Au **Liban**, la bourse a en revanche fortement chuté (-14 %), sur fond de désaccords entre la Banque du Liban, l'association des banques libanaises et le gouvernement sur les modalités envisagées de restructuration du système bancaire, et aussi suite à la décision du gouvernement d'instaurer un confinement complet de 4 jours du 14 au 18 mai après une hausse du nombre de cas.

**Cette semaine, les grandes devises émergentes s'apprécient dans leur ensemble.** En Asie émergente, plusieurs devises s'apprécient, notamment la **roupie indienne** (+0,4 %), le **baht thaïlandais** (+0,8 %), ainsi que la **roupie indonésienne** (+0,9 %) grâce aux opérations de rachat de dette souveraine par la banque centrale, à un possible assouplissement du confinement à partir de juin et à l'adoption d'une loi rendant possible une relance budgétaire en autorisant le dépassement des 3 % du PIB de déficit pendant les trois prochaines années. La **livre turque** évolue également à la hausse (+2,9 %) après plusieurs semaines de dépréciation, suite à l'annulation de l'interdiction d'opérations de swap de banques étrangères. Au Mexique, la baisse du taux directeur de la banque centrale de 50 pdb à 5,5 %, son niveau le plus faible depuis trois ans, semble avoir rassuré les investisseurs sur sa capacité à soutenir l'économie et contribué à l'appréciation du **peso mexicain** sur la semaine (+0,7 %). Le **peso chilien** évolue également à la hausse (+1,8 %) après que les autorités aient formulées une demande de ligne de crédit modulable (*flexible credit line*) d'environ 23,8 Mds USD auprès du FMI, à titre de précaution, pour faire face à des chocs financiers externes.

**En ce qui concerne les titres de dette souveraine, les spreads continuent de se resserrer, mais dans une moindre mesure que la semaine dernière,** pénalisés par le discours pessimiste de la Fed sur les risques pesant sur l'économie mondiale. Ainsi, en Amérique latine, les spreads souverains sont repartis à la hausse, et notamment au **Bésil** (+ 17 pdb après + 6 pdb), au **Chili** (+ 6 pdb après - 3 pdb), au **Mexique** (+ 5 pdb après - 24 pdb) et en **Colombie** (+ 2 pdb après - 25 pdb). En **Argentine**, le spread souverain se resserre fortement cette semaine (- 322 pdb après - 127 pdb), suite à l'extension jusqu'au 22 mai de la deadline pour la négociation de la restructuration de la dette publique externe avec les créanciers privés. Dans les pays dépendant de la demande des économies avancées, les spreads continuent de se resserrer en lien avec les perspectives de reprise de l'activité économique en Europe et aux Etats-Unis. C'est le cas notamment en **Egypte** (- 39 pdb après - 40 pdb), en **Tunisie** (- 25 pdb après - 9 pdb), au **Vietnam** (- 13 pdb après + 0 pdb), en **Malaisie** (- 12 pdb après - 6 pdb), et en **Indonésie** (- 9 pdb après - 3 pdb).

